La nouvelle gendarmerie accueille désormais neuf militaires



Après plusieurs mois de travaux, la nouvelle gendarmerie vient d'ouvrir ses portes. Un projet saint-vaastais qui remonte à 2008 avant d'être transmis à la communauté de communes. L'ancienne brigade datait de 1977. « C'est en 2012 que nous avons adopté la compétence nécessaire. Ce fut une décision logique que j'ai appuyée alors que Guy Monnier était président. Mais c'est la municipalité de Saint-Vaast qui a porté de projet au départ », confirme Yves Asseline, président de la communauté.

Une décision de construction et d'agrandissement qui se justifie selon le président. « Nous sommes dans un canton vieillissant où les habitants ont besoin d'être rassurés et la présence de gendarmes est essentielle. » Avec 36 % de résidences secondaires et une population qui quadruple l'été pour atteindre les 35 000 habitants, la présence de gendarme est indispensable. « Il faut affirmer leur présence, c'est un pouvoir de dissuasion. Preuve en est à la vue des délits qui n'augmentent pas », insiste Yves Asseline.

Brigade adaptée

Avec un bâtiment de 272 m² abritant cinq bureaux aménagés pouvant accueillir dix gendarmes, la brigade est divisée en trois parties. « Il y a l'accueil, la zone bureaux et la zone judiciaire avec un bureau neutre et deux cellules. Nous sommes neuf en poste contre huit auparavant dans l'ancienne brigade, déclare l'adjudant Alexis Devick, le commandant, qui pense que cette nouvelle brigade, de par sa qualité, sera à l'avenir très attractive. Le travail ne manque pas sur le secteur. La brigade est désormais ouverte au

public chaque matin de 8 h à midi. Nous sommes impressionnés par la délinquance liée aux stupéfiants par rapport au nombre d'habitants. L'éradication est difficile. »

Une brigade qui compte également dix logements pour les familles. « C'est un équipement structurant sur le plan social et qui ne coûte rien aux habitants. Le coût total est de 2, 550 millions d'euros, subventionnés par la préfecture pour 100 000 €, le Département pour 83 000 € et par la gendarmerie pour 340 000 € poursuit Yves Asseline qui explique que l'opération est blanche. Nous avons contracté un emprunt de 1,6 millions d'euros. Avec 120 000 € de loyers annuels, le remboursementsera effectif dans 20 ans. »

Contact, 02 33 23 31 90.